

Réorganisation de la CCRF en centrale

Le 23 juin dernier, au CSA de réseau DGCCRF, puis le 2 juillet, au CSA de Centrale, la DGCCRF a présenté son projet de réorganisation de l'administration centrale CCRF. Les grandes lignes du projet de réorganisation actuellement à l'étude sont les suivantes :

- intégration dans la SD1 d'un nouveau bureau regroupant le portail commun Signalconso – RéponseConso – rappel conso pour le lien avec le consumérisme ;
- création d'une nouvelle sous-direction : pilotage et animation des enquêtes, suivi de la performance, animation du réseau et appui à la transformation et peut-être ultérieurement une offre de service en appui à l'enquête ;
- recentrage de la SD2 sur les RH, le budget et la formation ;
- ajout en SD3 (3A) d'un volet e-commerce ;
- rattachement de l'UA à la SD5 et création d'un nouveau bureau pour répartir la charge de travail ;
- création d'un bureau en SD6 pour la surveillance des grands services avec abonnements.

Solidaires CCRF & SCL et **Solidaires Bercy** ont dénoncé la non-consultation des instances avant la mise en place du projet et l'absence de communication de fiches d'impact... Et le fait que certaines questions posées restent encore sans réponse : les agent.es de RéponseConso pourront-ils bénéficier du barème ACF de Centrale ? Comme toujours, l'administration a juré, la main sur le cœur, qu'il n'y aurait pas de mobilité forcée ! Mais que pour certains postes, modifiés de façon conséquente, de nouvelles fiches seront publiées et que les collègues devraient faire acte de candidature (y compris sur leur propre poste modifié !) : seront-ils prioritaires ? Qui sont les personnels concernés ? Et quel impact au niveau bâtementaire ?

Il ne s'agit pas de remettre en cause le principe d'une réflexion sur une réorganisation des bureaux de l'AC CCRF, en revanche Solidaires CCRF & SCL et Solidaires Bercy s'opposent à une réforme menée trop rapidement, avec de pseudo-consultations et sans prise en compte de l'impact sur les agent.es et leurs conditions de travail.

Cantine fermée ? Débrouillez-vous pour déjeuner...

Annoncés de longue date, et toujours reportés, les travaux du restaurant administratif de Chevaleret sont enfin programmés pour 2027 : la cantine sera fermée toute l'année... et c'est bien : ces travaux sont indispensables pour vous proposer une restauration de qualité dans un cadre agréable.

Où déjeuner en 2027 ?

L'administration ne propose que les quatre restaurants de Bercy en remplacement, sans prise en compte des inconvénients et sans compensation.

Inacceptable pour Solidaires Bercy et Solidaires CCRF et SCL !

Cela génère une augmentation du temps pour déjeuner qui doit être prise en compte, d'autant que les temps de

services dans les restaurants de Bercy seront allongés avec cette augmentation de la fréquentation.

De même, l'administration doit pouvoir garantir que les agent.es continuent à déjeuner avec les mêmes conditions tarifaires qu'à Chevaleret. Or, dans trois des restaurants de Bercy une expérimentation de la tarification au plat est en cours (depuis trop longtemps !).

Enfin une solution individualisée doit être apportée à tous nos collègues à mobilité réduite.

Nous resterons vigilant.es et mobilisé.es pour que tous.tes les agent.es qui déjeunent actuellement au restaurant administratif de Chevaleret bénéficient d'une solution de remplacement accessible et équivalente pendant la durée des travaux.

Mobilisations le 26 septembre pour le climat...



Pour le climat, la paix et les solidarités ! **Solidaires** a rejoint l'appel, initié au cœur de l'été, aux mobilisations le samedi 26 septembre.

Nous avons tous.les été concernés par les conséquences de cet été infernal : évacuation de plus de 220 000 personnes face aux incendies, qui, pour certaines, ont tout perdu, épisode de pollution aux fumées toxiques et aux

résidus de pesticides utilisés sur les pins, habitant.es de bouilloires thermiques, usager.es et personnels des écoles, des hôpitaux, des Ehpad. Les salarié.es ont aussi été

confronté.es à des risques importants pour leur santé. Et toujours aucun plan d'adaptation ni des bâtiments, ni des espaces publics ni du monde du travail ! Le monde agricole alerte sur le nombre de fermes qui pourraient disparaître et sur les menaces qui pèsent sur notre souveraineté alimentaire.

Ce n'est pas faute de signaux d'alarme émanant de celles et ceux qui sont en première ligne pour gérer la crise. Pompiers, soignant.es, agent.es de l'Office national des Forêts, prévisionnistes de Météo France ont alerté depuis des années sur l'insuffisance criante de moyens dans les services publics !

Exigeons un plan d'urgence, d'adaptation et d'atténuation du réchauffement climatique, sans attendre un été de plus ! 26septembre.org.

Grève le 29 septembre dans la fonction publique

Malgré des années de gel du point d'indice entraînant un décrochage clair, la suspension de la GIPA, de jour de carence, la baisse de l'indemnisation du congé maladie ordinaire y compris pour les femmes enceintes, le ministre de l'action et des comptes publics s'est, en juillet, une nouvelle fois refusé à dégeler le point d'indice, donner des points pour toutes et tous ou indexer le point sur l'inflation. Fin de non recevoir aux demandes légitimes des personnels, portées unanimement !

C'est désormais un rapport de l'IGA et IGF qui jette les agentes et agents publics en pâture en laissant entendre que nous serions des nantis, privilégiés, nageant sous les primes.

Quelques petits rappels :

- Les primes sont inégales, parfois floues, parfois injustes et comblent bien souvent la faiblesse des rémunérations laissées à l'abandon par les gouvernements successifs.

- Les agentes et agents publics ne revendiquent pas des primes mais bien l'intégration de l'existant dans le traitement ! Faut-il redire que les primes ne sont pas prises en compte dans le calcul de la retraite ?



Le but : jeter le discrédit sur les agentes et agents publics, dire une nouvelle fois qu'ils et elles sont un coût... alors que c'est bien l'inverse ! Les agentes et agents publics sont une richesse. Ils et elles font fonctionner les services publics qui sont bien là pour l'ensemble de la population.

Le projet de budget laisse déjà entrevoir, dans les millions d'euros d'économies, de nouvelles coupes dans les services publics.

Maintenant ça suffit ! Les économies sur le dos des agentes et des agents : stop !

C'est collectivement que nous ferons reculer le gouvernement et que nous obtiendrons enfin satisfaction sur nos revendications.

Il n'y a pas à s'excuser de demander une juste rémunération.